

FRANCE-RWANDA

Ces Billets d'été continuent de mettre à jour la trame d'une relation franco-rwandaise rongée d'ambiguïtés. Le terrible échec qui la sanctionne est aussi celui d'une certaine Françafrique.

On dirait que d'aucuns commencent d'en tirer les leçons, de proposer une relation franco-africaine moins confusionnelle, et une approche plus humble. À suivre, comme les premiers pas du gouvernement multiracial de Kigali - qui veut supprimer, enfin, les cartes d'identité ethniques.

SALVES

Deuxième pas

Dans son n° 10 de juin, *Billets* évoquait des propositions du ministre de la Coopération, Michel Roussin, visant à confier aux Organisations non-gouvernementales (ONG) une part plus importante de l'Aide Publique au Développement (APD).

Chargé d'une mission sur ce sujet par le Premier ministre, le député RPR Richard Cazenave a présenté le 11 juillet, en présence de Michel Roussin, un programme de 15 mesures pragmatiques et plutôt audacieuses : si les montants suggérés (5 % de l'APD, 0,035 % du PIB, soit quelque 3 milliards de F. en l'an 2000) demeurent en deçà des vœux du Parlement, la démarche et les modes de contractualisation proposés enclencheront un processus irréversible.

Restent trois questions : le gouvernement voudra-t-il ? le Trésor (qui « cotiserait » pour plus de la moitié) suivra-t-il ? les ONG feront-elles front commun pour élargir cette brèche ?

Radio-génocide bis ?

On sait avec quel soin l'opération Turquoise a évité de neutraliser l'incitateur principal du génocide rwandais, comme de l'exode-suicide qui l'a suivi : Radio des Mille Collines, « *Radio-machette* ». L'armée française est tellement dissuasive à cet égard que c'est de sa « zone humanitaire sûre » qu'a commencé d'émettre Radio Rutemangingo - « *celui qui coupe les jarrets* » -, appelant la majorité hutue au Burundi à « *en finir une fois pour toutes avec l'opresseur tutsi* ».

Fin juillet, le Haut Commissaire des Nations unies pour les Réfugiés (HCR) a pris conscience, enfin, de l'influence catastrophique de ces radios, et souhaité un système de brouillage. (*Libération*, 12/07/1994 et 01/08/1994).

Liaisons dangereuses

L'Internationale démocrate chrétienne, « *qui avait déjà appuyé et conseillé, jusqu'au bout, les ultras du hutu power au Rwanda* », serait impliquée dans l'envoi à Bujumbura d'un émule belge de Paul Barril, Jean Coignon, chargé d'infiltrer l'armée burundaise pour le compte des extrémistes hutus. Pas très catholique... (*Le Soir*, 29/07/1994).

QUESTIONS

Qui a abattu l'avion du général Habyarimana ? Deux des journalistes les mieux informés, et les plus objectifs, penchent pour des hypothèses contraires. L'enquête de Colette Braeckman, du *Soir*, conduisait vers des soldats français au service des extrémistes hutus. Pour Stephen Smith, de *Libération*, « *l'enquête, sur place, de même qu'une centaine de témoignages recueillis au Rwanda, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est et en Europe, fait ressortir, en l'absence de preuves matérielles, comme la plus plausible des différentes hypothèses une - monstrueuse - présomption : que le Front Patriotique Rwandais [...] ait pu commettre l'acte entraînant le génocide de ses partisans* » (29/07/1994).

Les deux journalistes sont d'accord sur la nature, la dimension et les auteurs du génocide. Mais, selon Stephen Smith, la rapidité et la systématisme des massacres n'impliquent pas que leurs auteurs soient aussi ceux de l'attentat contre l'avion présidentiel : « *depuis longtemps, le terrorisme d'État était érigé en service public, et des listes noires, connues de tous, étaient prêtes* ». S. Smith doute par ailleurs de la possibilité, pour des putschistes hutus, d'organiser un tel attentat - dont le FPR était parfaitement capable. Alexis Kanyarengwe, son président, aurait évoqué en mars l'éventualité de « *descendre* » Habyarimana.

« *En l'absence de preuves matérielles, aucune conclusion définitive ne peut être avancée.* » Pourquoi, en ce cas, privilégier l'hypothèse d'un attentat du FPR, alors que, admet S. Smith, ses « *conséquences dramatiques astreignent à l'extrême prudence* » ?

L'article rétablit certes la possibilité de cette hypothèse - sérieusement discréditée par les gesticulations d'un Barril -, mais il ne convainc pas vraiment de sa probabilité. Alors que, depuis quatre mois, l'exécutif français recourt aux arguments les plus médiocres pour tenter de justifier sa politique antérieure, on ne comprend pas pourquoi il n'aurait pas utilisé à plein un tel exemple de la « *malfeasance* » du FPR.

Le FPR n'est pas composé de saints. Comme toutes les résistances armées, il a commis des crimes de guerre. L'épuration des « *collaborateurs* » pourrait ne pas faire moins de victimes que la nôtre, en 1944. Et il n'est pas sûr qu'à Kigali l'expression politique dominante en faveur d'un État de droit multiracial l'emporte à terme sur les oppositions externes et internes. Il est prudent, en ces circonstances, de pointer les risques totalitaires chez le vainqueur, qui devra en effet faire ses preuves.

Mais cette distanciation doit-elle se payer d'une sorte de mise à égalité entre le FPR et l'extrémisme hutu (les listes noires auraient été « *prêtes des deux côtés* »). L'une des deux parties a préparé et commis l'un des trois génocides de ce siècle, sur la base d'une propagande raciste ; l'autre a toujours tenu un discours de coexistence. Ne vaut-il pas mieux la prendre au mot que de la

rapprocher prématurément de l'horreur sans nom ? D'autant que le FPR s'est associé à des adversaires résolus de cette horreur, tels le nouveau ministre de la Justice Nkubito. Nous ne les voyons pas cautionnant le pire.

ILS ONT DIT

- « Quel est votre espoir pour le Rwanda ? »

- « C'est une réconciliation nationale car, sans réconciliation, il n'existe plus de nation rwandaise. Ce sera toujours des conflits cycliques. Cela a commencé en 1959, 1963, 1967, 1973, 1990, 1992 et 1994. Ce n'est pas viable. Les générations futures, les enfants d'aujourd'hui doivent pouvoir vivre avec l'espoir que, quand ils auront mon âge, quarante-neuf ans, ils puissent se dire : "Je serai dans mon pays". Ces massacres ne doivent plus jamais se répéter. » (**Faustin TWAGIRAMUNGU**, Premier ministre du gouvernement rwandais d'union nationale, *Aujourd'hui*, 11/07/1994)

« L'intervention Turquoise, il faut bien le constater, a créé plus de besoins qu'elle n'en a résolus. Les populations ont été attirées dans une vaste nasse où elles sont devenues totalement tributaires de l'aide internationale. [...] À chacun son métier. Le nôtre est d'alléger les souffrances, celui des politiques est normalement de juger les responsables des massacres. Par dessus tout, que cette aide humanitaire ne dispense pas les politiques de faire le travail qui leur reste à faire : rendre justice au peuple rwandais. » (**Philippe BIBERSON**, Président de Médecins Sans Frontières, *Le Figaro*, 12/07/1994).

« La notion de génocide ne s'applique correctement qu'à un nombre très limité de situations, probablement trois seulement au cours du XX^e siècle : le génocide des Arméniens par le mouvement Jeunes Turcs, celui des Juifs et des Tziganes par les nazis, et récemment des Tutsis par les milices hutues. [...]

On ne peut que se réjouir de la récente mobilisation internationale pour sauver les réfugiés, mais on doit déplorer qu'elle ne se soit pas produite pour arrêter le bras des assassins. [...] Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, l'ordre du monde et l'ONU se sont construits sur le fameux "*plus jamais ça*". Après le retour de la guerre en Europe, nous assistons au premier vrai génocide depuis un demi-siècle. Si la réponse de la communauté internationale devait se situer sur le seul terrain humanitaire, sans rendre la justice, ce serait, après la Bosnie, [...] un blanc-seing donné à tous les apprentis dictateurs qui seraient tentés d'utiliser la question ethnique pour consolider un pouvoir vacillant. L'humanitaire n'y pourra rien. À moins, évidemment, selon la technique éprouvée du Kurdistan à la Bosnie, de se satisfaire de la goutte d'eau humanitaire dans le désert politique et de s'autocongratuler bruyamment du spectacle de notre générosité. Derrière l'humanitaire, sous le masque de la générosité, se profilerait une fantastique régression du genre humain. » (Alain **DESTEXHE**, Secrétaire général de MSF, *Libération*, 27/07/1994).

[MSF faisait figure d'exception dans le monde des organisations humanitaires françaises en soutenant l'opération Turquoise. Les deux propos ci-dessus, nets et lucides, rendent justice à la réticence des autres ONG face à l'embrigadement dans une « fantastique régression du genre humain ». La collaboration de l'armée française avec l'administration génocidaire, en « zone humanitaire sûre », ne contredit pas leur pressentiment].

- « Que pensez-vous de l'intervention française au Rwanda ? »

- « L'intervention était nécessaire, mais pas de cette façon-là, en occultant délibérément les responsabilités de la France dans la préparation du génocide. Et elles sont nombreuses ! À partir de 1990, la France a envoyé 700 instructeurs militaires pour former l'armée hutue, qui est passée de 4 000 à 40 000 hommes. Sans parler des armes. La cellule de crise de l'Élysée, sous la direction jusqu'en 1992 de Jean-Christophe Mitterrand, le fils du Président, a directement trempé dans la préparation du génocide. Le Quai d'Orsay a lui aussi pris sa part de responsabilités en votant à l'ONU l'abandon absolu de populations sans défense, en avril dernier. Au moment où débutaient les massacres, on a vu la France évacuer ses troupes, les Blancs, et refuser de s'occuper des Noirs. Des soldats français ont été obligés de laisser sur place leur compagne dont ils savaient qu'elle allait être découpée à la machette. »

- « Pourquoi la France est-elle revenue, selon vous ? »

- « Il fallait camoufler cette responsabilité ! Et c'est ce qu'on a fait, dans un effort dérisoire au regard de l'Histoire. Il s'agit d'une intervention-rachat pour faire oublier la collaboration et la fuite. Depuis 1945, la seule légitimité d'un État démocratique est d'empêcher le retour des génocides. Il s'agit d'un contrat moral entre le citoyen et l'État. Le fait de tremper dans la préparation d'un génocide est terriblement grave pour un État et pour la fonction présidentielle. En voulant faire croire que la France a aujourd'hui le beau rôle, les élites trompent délibérément la population française [...] ». (André **GLUCKSMAN**, *La Vie*, 28/07/1994).

« Des gens très malins nous ont poussé à fuir, il y a deux mois. Les militaires des FAR ouvraient le cortège avec un camion. Il fallait les suivre, poussés par d'autres, derrière avec des fusils. Ils nous faisaient marcher comme des vaches. [Lorsque, de Goma, j'ai voulu rentrer au Rwanda], les soldats des FAR m'ont battu. Ils m'ont raflé tout mon argent et dit que, lorsqu'ils regagneraient le pays, ils commenceraient par tuer ceux qui étaient rentrés seuls. » (Un artisan, rentrant au Rwanda. Cité par *Libération*, 02/08/1994)

« À Kigali, quand on massacrait les Tutsis, ils nous ont laissé faire. Pourquoi ne feraient-ils pas pareil ? » (Un instituteur hutu, réfugié au Zaïre, à qui l'on proposait un retour sous la protection des Casques bleus. Cité par *Libération*, 27/07/1994)

« Comme dans la plupart de ces drames, les tueurs sont numériquement faciles à rassembler, et puis il y a la population apeurée, les gens qui suivent, qui ne savent plus, qui ne comprennent pas ce qui leur arrive ! C'est vrai que ça ressemble au suicide des battus. [...] Hitler faisait la même chose, la cause était perdue, mais il ne pouvait pas se l'avouer, on reculait et on laissait tuer, mourir des générations entières. La dernière guerre est pleine d'enseignements qui permettent de comprendre ce qui se passe au Rwanda ». (Pr. **Marc GENTILINI**, *La Vie*, 28/07/1994).

« Militairement parlant, cette mission [*Turquoise*] n'a qu'une faible utilité. Mais elle a seulement démontré que la France conserve son allonge, et demeure prête à intervenir en Afrique, ce qui rassure nos amis sur le continent. » (Un officier français, in *Libération*, 21/07/1994).

« Dans la tragédie rwandaise, la seule raison d'optimisme se fonde sur le triomphe du Front patriotique et la formation d'un gouvernement de coalition incluant des membres de la tribu hutue. » (Warren CHRISTOPHER, Secrétaire d'État américain, 18/07/1994)

« Une intervention de diplomatie préventive au printemps dernier aurait coûté quelque millions de dollars à la communauté internationale. Une fois les combats en cours, une opération de maintien de la paix aurait représenté quelques centaines de millions de dollars. Aujourd'hui, pour empêcher un drame humanitaire sans précédent, il va falloir déboursier des milliards de dollars. » (Un diplomate américain. Cité par *Le Monde*, 26/07/1994)

« [...] Sortez vos mouchoirs : il va y avoir des larmes. Ames sensibles s'abstenir : le sang va couler à flots sous les coups de machette. [...] Ce sont des massacres grandioses dans des paysages sublimes. » (Extraits d'un « reportage » de **Jean d'ORMESSON** dans *Le Figaro* des 19 et 20/07/1994.

[*Sans commentaires*].

À FLEUR DE PRESSE

Le Monde diplomatique, Juillet 1994. **Litigieuse intervention française au Rwanda** (Philippe LEYMARIE) : « [...] Lors du sommet de l'OUA à Tunis, [...] le maréchal zaïrois, réussissant à faire la preuve qu'on ne peut se passer de lui en Afrique centrale comme à l'intérieur de son pays, s'est employé à apparaître comme un homme de paix, susceptible de remplir un nouveau rôle de tuteur de toute cette zone interlacustre, alors même qu'il était intervenu militairement, avec la France, pour sauver la dictature rwandaise en 1990.

Le grand "dinosaur" zaïrois y a été aidé par certains milieux américains (comme la Coalition globale pour l'Afrique, financée en grande partie par la Banque mondiale, et dirigée par l'ancien sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères du président George Bush, M. Herman Cohen) ; belges (où le lobby "mobutiste" a toujours été actif) ; ou français (notamment au sein de la vieille garde gaulliste) [...]. »

Le Figaro, 12/07/1994. **Victimes et massacreurs** (P. de SAINT-EXUPÉRY) : « Après les massacres froids, planifiés et systématiques - perpétrés durant deux mois dans l'indifférence la plus totale -, voici venu le temps de l'émotion filmée en direct grâce aux moyens logistiques de l'armée.

Cette émotion tombe à point pour illustrer le discours tenu depuis plusieurs jours par les autorités françaises, qui cherchent, en vain jusqu'ici, à battre le rappel de leurs alliés et des ONG. [...] En prenant prétexte de la "*catastrophe humanitaire*", [*elles*] font appel à la simple compassion.

Celle-ci est-elle possible ? Dans le flot des réfugiés protégés par l'armée française, on trouve des malheureux, des victimes et des innocents. [...] En revanche, mêlés à eux ou réfugiés dans des palaces épargnés par la guerre, les responsables du génocide usent de l'alibi humanitaire. À l'abri du parapluie français, ils continuent à tenir leurs discours haineux et font porter à "*leur*" peuple, le peuple hutu, le poids terrible d'une responsabilité qui, tant que la justice ne se sera pas prononcée, restera collective. Au Rwanda, hors d'une cour qui jugerait ouvertement les responsables de l'un des plus atroces génocides du XX^e siècle, il n'est pas d'avenir. »

La Vie, 21/07/1994, **Au Rwanda, l'horreur est encore à venir** (Christian LECOMTE) : « [...] "*Nous savons*, précise le capitaine de frégate Marin Gillier, qui commande le détachement des commandos de marine [*en zone Turquoise*], *que les bourgmestres et les sous-préfets de la région sont pour la plupart impliqués dans les massacres de Tutsis, voire leurs instigateurs. Nous avons accumulé des témoignages qui le prouvent. Mais, pour le moment, ils sont nos seuls interlocuteurs auprès du million et demi de réfugiés hutus qui ont afflué dans la zone. Ils nous aident à sécuriser l'endroit en désarmant les milices et en persuadant les réfugiés de demeurer sur place. Mission remplie, nous saurons fournir à qui de droit les informations collectées pour que ces notables soient jugés. Nous ne les protégeons pas comme l'affirment certaines associations humanitaires. En les côtoyant chaque jour, nous les sondons et estimons leur degré de responsabilité dans les massacres commis*".

Joachim Hategerimana, sous-préfet de Kaduha, un peu plus au nord, a, semble-t-il, parfaitement compris le bénéfice qu'il pourrait tirer d'une collaboration franche et totale avec les militaires français. L'homme, à la voix douce et aux petites lunettes d'intellectuel, aurait appelé au massacre de 12 000 Tutsis. Arpenter les travées de l'église de Kaduha revient à se faire une idée du carnage qui s'y est déroulé. Des traces de sang partout, jusque sur ces béquilles de bois oubliées près de la nef. [...] Dehors, là où le pied s'enfonce dans la terre et entre en contact avec des ossements, il y a un charnier. Au Rwanda, les lieux du culte où l'on allait chercher protection sont devenus des sanctuaires de la mémoire. Symbole de l'impunité que l'on espère, rien n'a été lavé, rien n'a été caché. Tout est en l'état comme un lendemain de massacre. Horreur parmi l'horreur, des réfugiés hutus occupent désormais les lieux, couchent à même le sol de l'église, du sang au-dessus de leurs têtes et, pour les plus fragiles d'entre eux, la mort qui doucement s'approche. La faim, l'épuisement, la maladie.

Joachim Hategerimana est, lui, tout sourire. Les camions de Solidarité chargés de vivres ont pu rallier Kaduha. L'homme, qui n'oublie pas qu'il fut gestionnaire d'entreprises, vendra ces vivres un peu plus tard à chaque famille trois francs rwandais, "pour payer ses administrés, qui se dépensent sans compter pour aider les réfugiés". En quête de virginité, l'homme ira même jusqu'à livrer aux militaires des commandos de marine un enfant tutsi, [un orphelin de Kigali] qui a erré jusqu'à ce qu'une famille de Hutus modéré le sauve et le protège. Car la chasse aux Tutsis se poursuit dans cette région. »

[*Chef d'œuvre d'ambiguïté, l'opération Turquoise ne permet pas les condamnations simplistes - ni les cocoricos des éditorialistes (ceux du Figaro ou de La Vie devraient mieux lire leurs journalistes). On n'échappe pas cependant à certaines questions : peut-on concevoir une collaboration, même temporaire, avec les responsables d'un génocide ? peut-on sécuriser une région et une population si les ordonnateurs du génocide gardent leur autorité, et exhibent leur impunité ? Joachim Hategerimana ne rassure pas plus les Hutus que, en 1945, les Eichmann ou Goebbels ne sécurisaient la société allemande. Pour s'en tenir à l'aune humanitaire - le nombre de vies sauvées - la complaisance avec le génocide est, potentiellement, infiniment plus meurtrière que le choléra.*]

Le Monde, 21/07/1994, **Sans abris, sans eau, sans soins** (Frédéric FRITSCHER) : « [...] La Radio des Mille Collines, la voix des extrémistes hutue - qui avait incité les milices à massacrer Tutsis et Hutus modérés - a suivi l'état-major des FAR dans ses retraites successives. Militants acharnés, les "journalistes-animateurs", qui se pavanaient il y a trois semaines dans Kigali avec des vestes de combat bariolées, n'ont pas perdu leur verve. Retranchés à Gisenyi, puis à Cyangugu [en « zone humanitaire sûre »], ils étaient toujours la voix du GIR [Gouvernement Intérimaire Rwandais] et des FAR en déroute, intimant aux populations de prendre la route du Zaïre. Dans leurs propos violemment antifrancsais, ils menaçaient de représailles et de mort ceux qui ne partiraient pas.

Le lieutenant-colonel Jacques Hogard, commandant de la partie sud de la zone de sécurité française, a fait preuve de fermeté. En même temps qu'il notifiait dimanche au président et aux ministres du GIR sa décision de les voir quitter Cyangugu, il insistait pour que la Radio des Mille Collines parte aussi. Le lieutenant-colonel a eu gain de cause. La Radio des Mille Collines - qui lançait lundi matin : "Le FPR a mis quatre ans pour rentrer au Rwanda avec deux cent mille personnes. Nous mettrons un mois pour revenir avec cinq millions" - est maintenant à Bukavu, avec le GIR. »

[*Quel bel exemple de « fermeté » ! On tient sous la main ceux qui ont appelé au génocide d'une partie de la population rwandaise, qui en embarquent une autre dans une fuite en avant suicidaire, et on les invite à continuer leur travail au Zaïre : « À Cyangugu, n'est-ce-pas, les droits-de-l'hommes pourraient finir par nous obliger à vous arrêter ! »]*

Le Nouvel Observateur, 28/07/1994 (Laurent BIJARD) : « L'armée française entrait au Rwanda plus de deux mois après le début d'un génocide orchestré par ceux qu'elle avait entraînés et armés pendant trois ans. Dès le départ, cette mission "humanitaire" avait une drôle d'allure. Les bérets rouges et les bérets verts qui prenaient position dans la région de Cyangugu n'avaient rien de professionnels de l'humanitaire ou même de la logistique. Il s'agissait de spécialistes de la "recherche et du renseignement", équipés d'une puissance de feu dernier cri. Des spécialistes en mal d'informations sur l'"ancien ennemi". C'est le CICR (Croix-Rouge) qui leur fera savoir qu'il y avait un camp de 8 000 Tutsis à protéger à Nyarushishi. [...] Il est arrivé que des journalistes - en particulier dans la région de Bisero, près de Kibuye - les aident à distinguer des Tutsis victimes des Hutus massacreurs... [...]

Un mois après son lancement, on s'interroge toujours sur les véritables objectifs de Turquoise. [...] Peut-être existe-t-il plusieurs Turquoise ? Une opération pour les médias et les caméras, à caractère "humanitaire". Et une autre à consonance militaro-stratégique, concoctée par les têtes pensantes d'un état-major à la recherche d'un point d'appui dans cette partie de l'Afrique des Grands Lacs. [...] Soupçonnant une manip que l'armée ne voulait pas leur avouer, les ONG ont éprouvé quelques difficultés à suivre les soldats de Turquoise sur le terrain. Difficile pour elles d'admettre que, derrière le rideau humanitaire, certains cogitent une nouvelle stratégie africaine, ou la remise en selle du vieux crocodile Mobutu, ou pis encore un parapluie sécuritaire pour les "génociteurs" du peuple tutsi [...]. »

La Vie, 28/07/1994 (Jean-Philippe CAUDRON) : « [...] En organisant l'exode, donc en vidant le pays, les extrémistes aujourd'hui vaincus espèrent rendre impossible la politique de Paul Kagame [le leader du FPR]. En établissant des bases arrières de guérilla sur le territoire de leur ami et complice Mobutu, ils comptent déjà harceler leur vainqueur et peut-être le déstabiliser un peu plus tard. Ils ne craignent pas la pauvreté. En dépit de la guerre et des souffrances du peuple, 20 000 tonnes de café [...] ont été transférées au Zaïre, et stockées dans des magasins appartenant à la famille Mobutu. Une manne, estimée à cinquante millions de dollars, pour l'ex-gouvernement rwandais. De quoi alimenter la haine et la reconquête si les grandes puissances et l'ONU ne veillent pas au grain. En auront-elles la volonté politique ? [...]

Le Rwanda n'intéresse personne. Certes, les images de l'enfer de Goma ont tellement traumatisé les opinions publiques que quelques gouvernements occidentaux se sont enfin réveillés, mais, notons-le, après les tueries et après le début de l'épidémie de choléra. Trop tard donc pour les victimes. Mais alors, quel avenir pour les survivants ? Une seule réponse : si ces mêmes gouvernements veulent empêcher une nouvelle guerre de revanche, ils doivent donner mandat à l'ONU de veiller à la sécurité des personnes dans le Rwanda gouverné par le FPR et de briser dans l'œuf la reconquête sanglante dont rêvent les fascistes tropicaux. »

Flash Alternative, Juin-Août 1994 (André GUICHAOUA) : « C'est autour des foyers de réfugiés que la radicalisation politique s'est effectuée, au niveau de clivages politico-ethniques, dans chacun des pays. Et c'est par le biais des réfugiés que se produit une sorte de régionalisation des problèmes, une interconnexion entre les situations burundaise, rwandaise, voire ougandaise, ou zaïroise, avec une mise en phase des tensions nationales. Un exemple : au début des massacres au Rwanda, en avril, les réfugiés burundais, anciens et récents, sont venus en aide aux milices Interahamwe avec une violence extraordinaire, pour interdire le franchissement de la frontière burundaise aux populations tutsies qui tentaient de chercher refuge au Burundi. Le contrôle des camps de réfugiés est un enjeu décisif. »

Libération 01/08/1994, **Balladur, une politique africaine distante** (Stephen SMITH) : « [...] Au terme de son premier périple africain, du Sénégal au Rwanda en passant par la Côte d'Ivoire et le Gabon, Édouard Balladur a confirmé l'impression : il ne "sent" pas le continent noir. [...] "*Aimer les Africains, cela ne consiste pas à les flatter au détriment de la vérité*", a-t-il répété ces jours-ci. Partout, le Premier ministre s'est fait l'apôtre de "*l'assainissement*" : dans le domaine monétaire avec la dévaluation, dans la gestion de l'État avec des appels à la rigueur [...].

Chaque fois que des besoins sont exprimés et, par les dirigeants africains, d'abord adressés à la France, Édouard Balladur désigne d'autres destinataires : l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) pour le règlement des conflits régionaux, l'Union européenne et les Nations unies, en dernier recours. "*Je suis venu vérifier que l'Afrique rentre à nouveau dans le mouvement du monde dont elle était exclue*" [...]. Finie l'époque où tous les chemins passaient par l'ancienne "métropole". [...] Le Premier ministre "multilatéralise" l'horizon africain parce que, pour un continent de plus en plus nécessaire, la France n'est pas assez grande. [...]

Le grand oubli : la démocratie. Édouard Balladur la conçoit exclusivement en termes de stabilité, d'autant plus qu'il continue de faire, mine de rien, de la politique franco-française sur le continent noir. Pourquoi, dès lors, braquer Henri Konan Bédié, l'héritier d'Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, même s'il se livre à la chasse aux nordistes musulmans ? Pourquoi, surtout, revenir sur la frauduleuse réélection d'Omar Bongo, en décembre dernier, alors que le Gabon est une éponge de pétrole, riche en dividendes et, de surcroît, acquis au RPR... tendance chiraquienne, mais avec des espoirs de retournement.

[...] Dans la nouvelle doctrine, se niche l'hypocrisie. Elle fait un peu vite table rase du passé et réaffirme, sur le continent noir, la primauté de nos soucis, médiatiques ou électoraux. Aujourd'hui comme hier, "notre Afrique" n'est qu'un jeu de miroirs, un renvoi d'images et parfois d'argent. En tant que tel, pour ses réalités, le continent noir n'a que rarement intéressé. Au Gabon, il convient de couper l'herbe sous les pieds de Jacques Chirac ou de Charles Pasqua. Ailleurs, il suffit de passer - vite - pour prendre le masque africain, apparemment toujours nécessaire à quiconque veut devenir le "grand chef" en France. Enfin, au Rwanda, il est moins important de voir que d'être vu. Qui, au milieu de ces images d'autosatisfaction, se douterait que la frustration des oppositions, au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Gabon, prépare les Rwanda de demain ? »

[Cette conclusion pourrait s'avérer injuste. On n'empêchera jamais un homme politique français de songer aux soucis hexagonaux, « médiatiques ou électoraux ». C'est bien pourquoi, vu les dégâts politiques et économiques d'une trop grande proximité entre dirigeants de la Françafrique, l'affichage d'une distance et la perspective d'une multilatéralisation sont de vraies novations. Quand Édouard Balladur suggère aux Africains de transformer l'OUA « en véritable mécanisme de sécurité collective », on peut espérer une alternative aux accords de défense franco-africains. Inciter les pays du champ francophone à s'ouvrir sur l'Union européenne peut faire sortir d'une relation néocoloniale.

L'exécutif français serait pour le moment bien en peine d'aider à la démocratisation de l'Afrique : on peut surtout lui demander, en s'éloignant, de moins la contrecarrer. La devise d'une nouvelle relation franco-africaine pourrait être : moins de copinage au sommet, plus d'intérêt et d'échanges entre les sociétés. Édouard Balladur énonce peut-être le premier terme.]